

COMMUNE DE PINS-JUSTARET

ARRETE PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

N° 2023-134-AGT

LE MAIRE

VU le code général des collectivités territoriales

VU le code général de la propriété des personnes publiques et notamment son article L 2122-1 ,

VU le code de la voirie routière

Considérant la demande par laquelle la société EXEDRA sise ZA de Marignac route de Lavaur 31850 MONTRABE sollicite l'autorisation d'occuper un emplacement supplémentaire sur le parking de la place René Loubet, 10 places situées à droite de l'accès le long de la station-service voisine pour permettre le dépôt de matériaux, à l'occasion des travaux de réaménagement de la rue Sainte-Barbe.

ARRÊTE

Article 1er – Autorisation

Le bénéficiaire est autorisé à occuper sur le parking de la place René Loubet:

Les 10 premières places de stationnement situées à droite de l'entrée du parking, le long de la station-service voisine pour entreposer des matériaux, sous réserve de se conformer aux dispositions des articles suivants :

Article 2 – Prescriptions techniques particulières.

L'occupation ne devra pas gêner l'accès aux emplacements voisins.

La zone de stockage devra être sécurisée.

L'espace occupé devra être maintenu dans un parfait état de propreté

Article 3 – Durée de l'occupation

L'occupation est autorisée à compter du 23 octobre 2023 et pour une durée de 180 jours, comme précisé dans la demande.

Article 4 – Redevance

L'occupation étant nécessaire à l'exécution de travaux de réaménagement d'une voie publique qui bénéficie gratuitement à tous, aucune redevance ne sera due.

Article 5 : Responsabilité.

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.
Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter du dépôt de matériaux.

Article 6 – Validité et renouvellement de l'arrêté, remise en état des lieux

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de domaine public et en cas de non-conformité de l'utilisation sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Si l'occupant souhaite renouveler son autorisation, il effectuera une demande auprès de la commune 3 mois avant la date d'échéance du présent arrêté.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 7 : Application

Monsieur le Directeur Général des Services
Monsieur le Chef de la Police Municipale de Pins-Justaret,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des prescriptions du présent arrêté.

Fait à Pins-Justaret, le 20 octobre 2023

Le Maire

Philippe GUERRIOT



La présente autorisation pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.